

LA GRANDE INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

"L'état actuel du réseau routier national commande des actions fortes et urgentes"

AU terme d'une tournée marathon à l'intérieur du pays au niveau des axes routiers les plus critiques, le ministre en charge des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi, dresse, dans cet entretien exclusif, le bilan de ses différentes inspections et des actions imminentes qui vont être lancées en vue de leur réhabilitation. Le membre du gouvernement évoque également le dossier brûlant de la route " la Transgabonaise ", de la futur voie de contournement menant à Akanda et des travaux menés sur le front de mer.

Propos recueillis par Maxime Serge
MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Union : Monsieur le Ministre, vous venez d'effectuer une mission dans l'arrière-pays afin de vous rendre compte de l'état du réseau routier. Quel bilan faites-vous ?

Léon Armel Bounda Balonzi : Permettez-moi, avant tout, de remercier la rédaction du Journal l'Union qui me donne l'opportunité de m'exprimer sur un sujet d'importance pour l'amélioration du quotidien des gabonais et pour le développement de notre pays. Pour revenir à votre question, je voudrais au préalable vous décliner en quelques mots les objectifs assignés à cette mission, prescrite par Madame le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sur les très hautes instructions, de Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence, Ali Bongo Ondimba. En effet, la mission que nous venons d'effectuer dans quatre provinces de notre pays (Moyen-Ogooué, Ogooué-Lolo, Haut-Ogooué et Ogooué-Ivindo) avait un triple objectif : inspecter le réseau routier, surveiller l'avancement des travaux attribués aux entreprises pour la réhabilitation du réseau routier non revêtu à titre principal, contrôler l'évolution des travaux de réhabilitation des hangars et bâtiments administratifs des unités territoriales confiés aux PME et, enfin, se rendre compte des conditions de travail de nos

collaborateurs.

Aujourd'hui, dans quel état se trouve le réseau routier national ?

S'agissant du réseau routier, nous pouvons affirmer que l'état actuel de celui-ci commande la mise en œuvre d'actions urgentes pour préserver notre patrimoine routier et garantir la qualité de la circulation des usagers de la route en toutes saisons. D'ailleurs, sur ce plan, nous avons été satisfaits par la qualité des travaux réalisés par certaines entreprises ainsi que par la régie administrative sur le réseau routier non revêtu. Toutefois, ce satisfecit ne doit pas masquer les insuffisances relevées sur certains chantiers, notamment dans la province de l'Ogooué-Ivindo

où certaines PME, pourtant recrutées au terme d'un appel d'offre national ouvert, n'ont pas parfaitement répondu aux exigences de notre cahier des charges. Des solutions sont à l'étude à l'effet de corriger très rapidement les manquements observés. Et s'agissant de

Les attentes de nos compatriotes peuvent se comprendre et sont légitimes. La volonté des plus hautes autorités est de réaliser ce projet important. Le Président de la République, Chef de l'État, lui-même, veille sur la mise en œuvre de ce projet.

la réhabilitation des bâtiments et des hangars de nos unités déconcentrées, les travaux s'exécutent dans les délais prévus et sont de bonne qualité. Les conditions de travail de nos collaborateurs s'en trouveront améliorées.

Pour les populations, ce péripète est considéré comme un de plus, après celui de vos prédécesseurs... Que répondez-vous à ces critiques ?

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Madame Rose Christiane Ossouka Raponda a pris des engagements forts, en termes de performance dans l'exécution des projets. Pour cette raison, des diagnostics précis et justes doivent être réalisés pour apporter des réponses précises et rapides. Cette mission s'inscrit dans ce cadre.

Que peut concrètement faire le gouvernement à court et moyen termes face à la détresse des populations ?

Le gouvernement met en œuvre actuellement un plan d'urgence de remise à niveau du réseau routier prioritaire. Plusieurs travaux sont en cours de mise en œuvre ou en voie d'achèvement notamment dans le Grand Libreville regroupant les communes de Libreville, d'Akanda et d'Owendo, et ce, à la suite des visites et tournées inopinées du Président de la République, Chef de l'État dans les différents quartiers de Libreville. Dans le cadre de l'amélioration de la circulation entre Libreville et les communes d'Akanda et d'Owendo, les projets des voies de contournement sont en phase



Photo: DR

Le ministre en charge des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi

d'études. Les études inhérentes à l'exécution du projet sont en cours de finalisation. Le chantier de la Transgabonaise a été lancé et notamment le tronçon critique PK24-PK105. Le bitumage de ce tronçon a commencé entre le PK50 et le PK105. Une embellie certaine sera observée par les usagers de la route au terme de cette année 2021. De plus, une option importante a été prise avec nos partenaires pour finaliser certains projets routiers structurants à l'instar de Ndendé-Tchibanga, Ovan-Makokou, Moanda-Bakoumba et Forasol-Mbéga. D'ici à 2023, 240 kilomètres de routes bitumées supplémentaires seront livrés aux Gabonais. L'ensemble de ces projets s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) qui a retenu deux axes majeurs : développer la voirie du Grand Libreville en

vue d'impacter 700.000 personnes, soutenir le développement des nouveaux moteurs de croissance par la réalisation d'infrastructures structurantes comme la Transgabonaise, et améliorer les conditions de circulation dans le Grand Libreville, d'ici à 2023.

Au regard de la situation financière du moment, le gouvernement a-t-il réellement les moyens de mener à terme ce plan d'urgence ?

Pour les projets structurants conduits en Partenariats Publics-Privés, notamment la Transgabonaise et les voies de contournement, les discussions relatives au financement sont en train d'être finalisées. Le type de financement mis en place pour ce projet c'est-à-dire le Partenariat Public-Privé, est nouveau dans notre environnement. Il convient d'accompagner les opérateurs qui ont fait confiance à l'État pour



zi a fait le bilan de sa tournée.

que le modèle économique qu'ils proposent soit viable. En ce qui concerne les chantiers à l'arrêt, Ndendé-Tchibanga-Mayumba, Moanda-Bakoumba, Ovan-Makokou et Forasol-Mbéga que nous comptons tous relancer de manière imminente, là aussi, des engagements ont été pris. Nos partenaires vont les reprendre afin qu'ils soient livrés, au plus tard, au cours du troisième trimestre 2023. Pour le Grand Libreville, l'État assure parfaitement ses responsabilités en réglant les entreprises adjudicataires des chantiers. **Pensez-vous pouvoir être appuyés par nos partenaires multilatéraux ?**

Notre pays bénéficie de la confiance des partenaires techniques financiers, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux. L'accord signé avec le Fonds Monétaire International (FMI) en est une parfaite illustration. Dans ce

sens, certains partenaires techniques et financiers nous accompagnent notamment sur certaines études utiles au dimensionnement des projets. A ce titre, l'on peut noter avec satisfaction, que plusieurs études de faisabilité technico-économique, pour un linéaire de plus de 400 km de routes dites transfrontalières, sont en cours (Kougouleu-Medouneu-frontière Guinée Équatoriale, Oyem-Assok Medzeng et Makokou-Mekambo-Ekata). S'agissant de l'aménagement et des réhabilitations, l'on peut citer le concours de la Banque Africaine de Développement dans le cadre des projets PASIG-1 et PAPG-1, pour ne citer que ceux-là.

Les routes nationales 1 et 2 ont toujours été au centre de l'action de nos autorités. Les années passent, des milliards ont été alloués, débloqués mais on ne semble guère beaucoup

avancer. Que se passe-t-il vraiment ? Quel est le réel problème de la route au Gabon ?

Des efforts financiers importants sont consentis par l'État chaque année pour l'aménagement, l'entretien et la sauvegarde du réseau routier national en général et pour les routes nationales 1 et 2 en particulier. Plusieurs de nos routes présentent des dégradations importantes du fait de leur âge qui dépasse souvent 20 ans. L'entretien du réseau routier est un défi constant et nous nous attelons à le relever. Il faut noter, sur cette question que nos routes subissent un phénomène appelé "agressivité". En effet, dimensionnée avec un essieu standard de 13 tonnes, la route gabonaise est sujette à des surcharges récurrentes qui vont au-delà de 13 tonnes à l'essieu, diminuant ainsi la durée de vie de la route. C'est dans l'optique de sauvegarder et de préserver notre patrimoine routier contre la surcharge, qu'il a été érigé, au niveau de Ndjolé, un pont à bascule cogéré par un privé et par le Ministère en charge des infrastructures. Nous travaillons avec le partenaire pour répliquer ce modèle sur l'ensemble du territoire national.

La " route Transgabonaise " soulève beaucoup d'interrogations dans l'opinion nationale. Les Gabonais, dans leur majorité, disent ne rien voir, depuis le lancement de travaux ?

La " Transgabonaise " est projet-phare dans le développement de notre pays. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat Public-Privé liant l'État gabonais et la Société Autoroutière du Gabon (SAG). Il s'agit de développer un linéaire de 828 kilomètres reliant Libreville et Franceville. C'est un projet qui matérialise la vision du Chef de l'État, pour un développement partagé et harmonieux de notre pays. La " Transgabonaise " traversera le Gabon d'Ouest en Est et desservira six provinces.

Mais à quel niveau d'avancement êtes-vous exactement ?

Ce projet stratégique, comme je l'indiquais tout à l'heure a démarré par le tronçon PK24 -PK105 malgré le retard observé pour son lancement dû à la mise en œuvre d'un certain nombre de préalables, notamment les études. Mais le chantier est lancé ! L'opérateur recruté pour ce premier tronçon, la société Afcons, est à pied d'œuvre. Le cahier des charges prévoit qu'elle effectue la conception

et la réalisation des travaux. Des études complémentaires nécessaires à la bonne exécution desdits travaux étaient essentiels à l'effet de respecter les conditions d'une réalisation des ouvrages dans les règles de l'art.

Comment comptez-vous faire pour que le scepticisme des Gabonais disparaisse face à ce nouveau grand projet ?

Les attentes de nos compatriotes peuvent se comprendre et sont légitimes. La volonté des plus hautes autorités est de réaliser ce projet important. Le Président de la République, Chef de l'État, lui-même, veille sur la mise en œuvre de ce projet. Le gouvernement conduit par Madame le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, travaille quotidiennement à la matérialisation de ce grand projet.

Un autre grand chantier a été annoncé concernant la voie reliant la route nationale 1 à Owendo, suite à la signature d'un accord avec une société de la place. Est-ce vraiment réalisable ?

Le projet "Owendo Bypass" a effectivement fait l'objet de signature d'un partenariat entre l'État gabonais et la Société d'Aménagement du Grand Libreville (SAGL). Cette route projetée en deux fois deux voies va relier le PK15 à Owendo sur un linéaire estimé à environ 20 km. Ce sera une voie moderne à péage qui présente par ailleurs plusieurs avantages. En effet, sa construction permettra de capter le trafic poids lourds provenant de l'intérieur du pays à destination du port d'Owendo et de mieux écouler les marchandises entre la zone économique spéciale de Nkok et le port d'Owendo. En tout état de cause, l'objectif bien compris est de parvenir à désengorger la voie principale de la capitale Libreville ainsi qu'à réduire drastiquement les accidents et incidents dans Libreville intramuros. Il s'agit là aussi, comme pour la " Transgabonaise ", d'un contrat de partenariat entre l'État et un opérateur privé qui a fait confiance à notre pays, et se propose de l'accompagner dans la mise en place d'infrastructures de soutien à la croissance.

Depuis plusieurs mois, vous avez entrepris de régler certains dossiers routiers. Boulevard triomphal, route aéroport, jardin de Jade, rond-point aéroport, etc. A quand la finition et livraison de ces chantiers qui causent bien de désagréments

aux usagers ?

Ces travaux ont été entrepris pour améliorer les conditions de circulation et de sécurité dans l'agglomération de Libreville. Les désagréments causés par ces travaux, que nous regrettons d'ailleurs, sont inévitables. Nous ferons tout pour les minimiser. Mais j'en appelle, humblement, à la patience des populations. S'agissant des délais de livraison, tout est mis en œuvre pour livrer ces chantiers dans les délais contractuels. Il faut noter que certains chantiers sont déjà livrés, à l'exemple du rond-point de Jade dont l'effacement du giratoire a permis de fluidifier un tant soit peu, le trafic sur l'axe aéroport-Angondjé.

On parle depuis des années de la voie de contournement de l'aéroport, au point qu'on a dû mettre en place un mécanisme de financement. Qu'est ce qui bloque encore pour le lancement effectif des travaux ?

La voie de contournement de l'aéroport ou " Rocade Nord " est un projet prioritaire du Gouvernement. Ce projet sera développé sur six (6) kilomètres en 2 fois deux voies, et sera exécuté dans le cadre d'un partenariat Public-Privé, entre l'État et GSEZ Airport, concessionnaire de l'aéroport international de Libreville. Cette route desservira la commune d'Akanda et permettra d'atténuer le phénomène des embouteillages dans cette partie de la ville. Ce projet de contournement de l'aéroport est intégré dans un ensemble plus vaste qui est celui du réaménagement de l'aéroport de Libreville, avec la construction d'une nouvelle aérogare du côté Est ainsi qu'une voie de desserte qui prendrait son origine au Carrefour Camp de Gaulle pour déboucher aux alentours du dispensaire d'Okala. Les phases d'études techniques, d'identification des personnes impactées par le projet, d'évaluation du cadre bâti, de recherche d'une zone de relogement et de consultation des entreprises devant réaliser les travaux, sont en train d'être menées. Le démarrage effectif des travaux se fera au cours du premier semestre 2022, pour une durée de travaux estimée à 18 mois. La route est prévue pour être livrée à la fin de l'année 2023.

Au niveau du Grand Libreville, des travaux sont engagés ici et là pour désenclaver certaines zones. Mais on constate une certaine lenteur... Où en êtes-vous ?

LA GRANDE INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

«L'objectif est de parvenir d'ici à 2025 à accroître de 30% notre réseau bitumé»

L'état des routes dans les différents quartiers de Libreville était devenu préoccupant. Le Président de la République, lui-même, au terme d'une visite des quartiers de Libreville, avait instruit le Gouvernement d'accélérer leur réhabilitation. Le Gouvernement a, ainsi, mis en œuvre ce programme d'urgence de réhabilitation et de construction des voiries dans les quartiers Alibandeng, Ondogho, Mindoubé, PK11, PK12, derrière l'Hôpital militaire, ça m'étonne. Ces travaux consistent en l'aménagement des routes en pavés Trief ou en béton bitumineux. Comme vous avez pu le constater, plusieurs voies sont achevées, au grand bonheur des riverains des zones concernées. Toutefois, il faut noter que certains facteurs, notamment la grande pluviométrie, le déplacement des réseaux SEEG, le travail sous trafic, ont été des paramètres ayant occasionné, à plusieurs endroits, quelques retards. Nous essayons de tout mettre en œuvre pour les rattraper afin de livrer ces chantiers au plus vite comme souhaité par l'ensemble de nos compatriotes.

On a vu des travaux de terre-pleins au centre-ville, aujourd'hui inachevés. Que se passe-t-il ? Y avait-il urgence à ce niveau ? Le gouvernement n'avait-il pas mieux à faire ?

C'est une question récurrente. Je voudrais profiter de cette tribune pour indiquer que l'ancien revêtement des terre-pleins centraux sur le bord de mer était une monocouche dont la dégradation laissait apparaître des stagnations d'eau préjudiciable à la bonne tenue de la chaussée. Ce type de revêtement nécessite un entretien quasi-permanent. Pour non seulement, donner un meilleur aspect à l'ouvrage et une durabilité aux terre-pleins centraux, décision a été prise, sous les Très hautes instructions du Président de la République, Chef de l'État, de procéder à leur embellissement par un revêtement en pavés. Ce dispositif aura l'avantage de faciliter les interventions des entreprises d'éclairage public à qui, il suffirait lors de la pose de leurs câbles, par exemple, de déplacer et remettre à l'endroit les pavés sans dégrader l'ouvrage. S'agissant des travaux proprement dits, ils

ont connu un ralentissement et non un arrêt. Les travaux se réalisent principalement de nuit. L'entreprise adjudicataire a été appelée à doubler ses équipes à l'effet de livrer ce chantier dans les meilleurs délais.

Quel est le planning des travaux, puisqu'on observe certains chantiers en pavé, d'autres avec du goudron ?

Les entreprises nous ont déclaré un planning de travaux. Le département ministériel que j'ai l'honneur de diriger, assisté des bureaux d'études recrutés pour le contrôle de l'exécution des travaux, veillent sur le respect des délais et sur la qualité des ouvrages. S'agissant du choix des pavés, il faut dire que ce matériau est plus résistant et moins difficile à entretenir que l'enrobé.

Pourquoi ne pas mettre l'accent sur les travaux de pavage, puisqu'on dit que la route bitumée coûte plus cher dans notre pays ?

Il faut nuancer. Les routes en pavés ne sont pas forcément moins coûteuses que les routes bitumées. Toutefois, en ce qui concerne les coûts d'entretien, force est de reconnaître que les routes en pavés présentent des avantages dans la réalisation et l'entretien. Ce qui n'est pas souvent le cas pour une voie en béton bitumineux.

Depuis votre arrivée à la tête de ce département, des réformes ont été engagées dans plusieurs domaines. Pensez-vous qu'elles étaient nécessaires ?

Tout naturellement, les réformes que nous avons engagées sur les très hautes instructions du Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, sont d'autant plus nécessaires pour mieux structurer l'écosystème qui permet le dé-

C'est une question récurrente. Je voudrais profiter de cette tribune pour indiquer que l'ancien revêtement des terre-pleins centraux sur le bord de mer était une monocouche dont la dégradation laissait apparaître des stagnations d'eau préjudiciable à la bonne tenue de la chaussée.



Les travaux de bitumage de la Transgabonaise ont commencé.

veloppement du réseau routier, son entretien et sa préservation, et ainsi assurer un confort dans la circulation des usagers. Au nombre de ces réformes-phares, la suppression de l'Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures (ANGTI) et de quatre directions générales au sein de l'administration centrale. Nous avons modernisé le dispositif de conception des politiques publiques du secteur infrastructures. Dans le même sens, nous avons mis en place un mécanisme dédié exclusivement au financement et à la préservation du patrimoine routier national, par la création d'un Fonds Autonome National d'Entretien Routier en abrégé Fanner. Cet instrument va rendre disponible les ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes d'entretien routier, aussi bien par la régie administrative que par les entreprises privées, pour garantir des meilleures conditions de circulation sur l'ensemble du territoire national.

Qu'est ce qui change concrètement aujourd'hui, notamment au niveau des subdivisions, contrôle des travaux, etc ?

L'état des lieux de nos subdivisions a fait ressortir la vétusté et l'insuffisance du matériel de génie civil, d'une part, des conditions de travail difficiles de nos collaborateurs dans ces unités déconcentrées, d'autre part. Ce que l'on peut dire à ce jour, c'est que nous avons lancé une opération de réparation de nos matériels

de Génie Civil avec les différents concessionnaires. Dans la même veine, nous avons mis en place un programme d'équipements en matériels neufs pour rééquiper ces unités. Ainsi, pour l'exercice 2021, un appel d'offres a été lancé. Nous attendons la livraison de certains matériels qui vont améliorer nos capacités d'intervention sur le réseau routier. Ensuite, pour améliorer les conditions de travail de nos collaborateurs, un programme de réhabilitation des hangars et bâtiments administratifs est en cours, comme je l'indiquais au début de cet entretien. Le taux d'exécution de ces travaux avoisine en moyenne les 75%. Enfin, pour garantir la qualité des travaux, nous sommes en train de systématiser le recours au bureaux d'études et de contrôle, notamment dans la conduite des études techniques et le contrôle des travaux routiers.

Les travaux sur les bassins versants tardent à être livrés. Quel problème se pose encore à Nzeng Ayong, notamment ?

Concernant la situation des bassins versants, deux sont actuellement en travaux : le bassin versant de Nzeng-Ayong, cofinancé avec l'Union Européenne et celui de Terre-Nouvelle, financé par la Banque Islamique de Développement (BID). Pour ce qui est du bassin versant de Nzeng-Ayong, les travaux exécutés par l'entreprise Conduril, sont complètement achevés et devraient faire l'objet d'une réception officielle, dans les tout prochains jours.

S'agissant du bassin versant de Terre-Nouvelle, les travaux ont connu un ralentissement, mais leur exécution se poursuit, et iront à leur terme avec le concours du bailleur de fonds et l'implication du Gouvernement et de l'entreprise SOBEA qui exécute les travaux.

Avez-vous le sentiment que beaucoup reste encore à faire dans le programme du gouvernement ?

L'importance des besoins d'aménagement et d'entretien du réseau routier national, d'une part, la nécessité de réhabiliter et de construire les voiries urbaines de nos villes, d'autre part, sont autant d'éléments factuels qui montrent, s'il est besoin, l'envergure des problèmes à résoudre. Au demeurant, le progrès et le développement du pays ne peuvent se résumer au bout de deux ans. Les aspirations profondes et légitimes des populations gabonaises commandent, de notre part, un engagement constant afin d'assurer leur mieux être. Les générations se succèdent avec la même détermination. Malgré le contexte économique rendu difficile par la crise sanitaire de la Covid-19, nous ne ménageons aucun effort pour atteindre les objectifs fixés par le Président de la République, Chef de l'État, sous la coordination de Madame le Premier Ministre Rose Christiane Ossouka Raponda. L'objectif est de parvenir d'ici à 2025 à accroître de 30% notre réseau bitumé.